

C.T.P.D. du 11 octobre 2010 : liminaire

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, les délégués **FO-DGFIP** ont pris la décision de siéger à ce CTPD, re-convoqué après le boycott unanime - par la parité syndicale - de la première convocation du 7 octobre 2010.

Bien évidemment, vous ne pouvez ignorer que l'appel au boycott des instances nationales porte jusqu'à demain - 12 octobre, nouveau jour d'action contre une réforme des retraites injuste et inefficace.

Votre agenda très chargé justifie-t-il à lui seul ce choix de date ? les délégués **FO-DGFIP** en CTPD ressentent ce choix comme une provocation, dans la droite ligne du comportement d'un Directeur Général refusant obstinément et depuis plusieurs mois de recevoir les instances syndicales nationales.

Malgré cela, les délégués **FO-DGFIP** ont fait le choix d'être présents aujourd'hui tout simplement pour ne pas vous laisser - vous et l'ensemble de la parité administrative - voter des décisions importantes quant aux missions mais, avant tout pour défendre les intérêts des agents en charge de leur exécution.

Le débat nous permettra de vous demander de nous expliquer comment le fait de supprimer une trésorerie en milieu rural, comment le fait de supprimer un accueil de proximité pour les retraités est une amélioration du service public.

Et, puis, comment ne pas revenir sur :

- la journée d'action du 7 septembre 2010, très massivement suivie (près de 55 % de grévistes) par les agents de la DRFiP du Calvados puis celle du 23 septembre où encore plus de 38 % des agents ont, une nouvelle fois, exprimé clairement leur opposition à une réforme injuste et inefficace,
- un Conseil des Ministres qui, le 29 septembre dernier, a avalisé un projet de loi de finances qui, une fois encore, va aggraver profondément la situation des emplois au sein du Ministère du Budget, des Comptes Publics et de la Réforme de l'Etat avec **3.127 nouvelles suppressions d'emploi**,
- la journée du 2 octobre qui a vu des millions de citoyens descendre dans la rue pour exprimer leur opposition à une réforme des retraites, mais aussi exprimer leur colère et leur ras-le-bol face à la situation sociale désastreuse de notre pays,
- une cure d'austérité sans précédent imposée à l'ensemble de la fonction publique (gel des traitements et réduction de 5% des dépenses de fonctionnement)

Comment voulez-vous, Monsieur le Président, que les représentants du personnel puissent croire dans les projets que vous avez mis à l'ordre du jour de ce CTPD où, selon vos arguments, tout est fait pour rendre un meilleur service à l'utilisateur.

Sachez enfin – mais vous ne pouvez pas ne pas l'avoir senti – que le niveau de « ras-le-bol » que les agents nous font remonter de plus en plus régulièrement ne cesse de croître.

Et puis, vous ne pouvez plus ignorer, Monsieur le Président, le malaise de plus en plus profond de vos agents dans les postes et services : la santé d'un certain nombre d'entre eux en dépend.